

## Pour une nouvelle citoyenneté

En novembre 2003, le groupe socialiste de l'AN avait déposé une proposition de loi tendant à créer un service civique pour tous les jeunes. Avec son adoption, nous aurions sans doute évité à notre jeunesse de perdre sept précieuses années, pour lui donner le premier rôle dans la consolidation de notre cohésion nationale. Qui sait, peut-être même aurions-nous évité les drames de l'automne 2005 ?

### Voir la proposition de loi

#### Intervention de Jean-Marc AYRAULT du 25 novembre 2003

Je veux croire que la République est encore capable de transmettre ses valeurs. Je veux croire qu'elle continue de porter un projet collectif qui transcende les barrières de classe, de naissance et d'origine.

Oui, notre pays est en proie au désarroi. Oui, il a le sentiment que notre modèle républicain se délite. Le marché envahit progressivement toutes les sphères de la société. L'argent, l'individualisme, la réussite deviennent les références dominantes. Les solidarités traditionnelles s'affaiblissent. Le monde du travail s'atomise. Le sentiment du déclin français, qui aujourd'hui fait le succès des librairies, est autant la résultante de l'érosion de nos valeurs communes que de la crise économique.

Que veut dire, en effet, la fraternité quand on meurt de pauvreté dans la canicule d'un été parce que l'Etat n'est pas là, parce que les voisins sont en vacances, parce que les services d'urgences sont débordés pour répondre aux appels de détresse. Que veut dire la solidarité quand des hommes et des femmes tombent dans l'exclusion et l'oubli à cause d'un licenciement ou d'un divorce ? Que signifie la citoyenneté quand tant de jeunes titulaires d'une carte d'identité nationale sont sans cesse renvoyés à leur couleur de peau, à leur nom ou à leur origine ? Que veut dire l'unité de la République quand le communautarisme et le corporatisme tentent de prendre l'Etat en otage ?

Mesdames, messieurs les députés, le 21 avril 2002 nous a explosé à la figure, parce que nous n'avons pas su estimer la profondeur de cette crise de valeurs. La leçon n'a pas été retenue par l'actuelle majorité. Eloigné dans la stratosphère diplomatique, dépourvu de vision nationale, le chef de l'Etat apparaît plus que jamais impuissant à fédérer autour d'un projet collectif pour la France. Le gouvernement de M. Raffarin en est réduit à culpabiliser les Français, qui penseraient trop à l'argent et pas assez au coeur. Terrible renversement de sens !

Non, la générosité et l'altruisme - M. Vaillant l'a rappelé - ne font pas défaut à la France. Il suffit de voir les bénévoles qui s'investissent dans les associations d'aide aux plus démunis, les étudiants, les enseignants qui prennent de leur temps pour sauver les élèves de l'échec scolaire. Il suffit également de penser aux jeunes,

garçons et filles, aux infirmières, aux médecins qui s'engagent dans des opérations de secours aux peuples en détresse. Ce n'est pas le peuple qui est coupable d'égoïsme, c'est le modèle de société qu'on lui propose.

Tous ces gestes, tous ces mouvements de solidarité, qui sont nombreux, ont besoin d'une impulsion nouvelle, d'un cadre, d'une organisation qui permettent de mobiliser l'ensemble de la société. Ce rôle, mes chers collègues, c'est à la puissance publique de l'assumer. C'est à l'Etat de faire vivre les valeurs du pacte républicain. C'est à l'Etat d'organiser le cadre qui permettra de fédérer les énergies. Mais l'Etat ne peut pas tout. La solidarité, l'intégration sont une alchimie qui ne peut réussir sans un engagement personnel, sans une volonté de chacun de participer à un projet collectif, par-delà ses origines ou sa situation sociale.

Le citoyen d'aujourd'hui ne peut se réduire à un consommateur de droits ou de prestations. Il doit être un acteur conscient et responsable. Les droits qui lui sont reconnus sont inaliénables, les devoirs qu'il lui faut assumer sont imprescriptibles. « Chacun seul est responsable de tous » disait avec justesse Antoine de Saint-Exupéry. C'est donc dans cet esprit, comme vous l'a rapporté M. Vaillant, que le groupe socialiste propose d'instaurer un service civique pour tous les jeunes Français, garçons et filles.

Ce projet a une histoire qui dépasse les frontières partisans. Il a été conçu il y a plus de dix ans par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, Bernard Kouchner. Il a été étudié par la commission Seguin en 1996 pour remplacer le service militaire, avant d'être enterré par le ministre de la défense de l'époque, M. Millon, qui le trouvait trop coûteux. Il a été repris dans le programme présidentiel du candidat Jospin, conscient qu'il fallait relancer un processus d'intégration en panne. Et il fait maintenant l'objet dans cette assemblée de notre proposition de loi.

Qu'un projet de cette importance rapproche les républicains des deux rives est pour moi salutaire : cela témoigne d'une prise de conscience collective, de l'urgence à redonner un tronc commun à notre société. Ni l'école, monsieur le ministre, submergée par les problèmes sociaux, ni la journée de préparation à la défense, qui se réduit à une évaluation des connaissances, ni les associations, qui ont tout juste les moyens de subvenir à l'urgence, ni la famille, souvent fragilisée, ne sont en mesure seules de former les jeunes à la citoyenneté. C'est bien une responsabilité collective de la nation tout entière.

Le service civique est un chaînon manquant dans notre organisation sociale. Il permettra aux nouvelles générations d'appréhender les fondamentaux de notre vivre ensemble. Il leur donnera la possibilité de participer activement, concrètement et positivement, parce qu'ils le souhaitent, à des projets de solidarité. Il ouvrira à ces jeunes, garçons et filles, des voies nouvelles pour s'insérer dans le monde du travail. Il sera, nous le souhaitons, l'université permanente d'une nouvelle citoyenneté.

Sa première originalité est d'établir un véritable partenariat entre l'Etat, les

collectivités locales et les associations agréées. Il sera ouvert à tous les jeunes Français, garçons et filles, au terme de leur cursus scolaire ou universitaire, et son organisation sera souple et décentralisée : la durée de deux mois pourra être effectuée en deux périodes distinctes ou consécutives. Après un apprentissage des valeurs qui fondent notre pacte républicain, chaque jeune effectuera un stage de formation, soit dans des organismes publics, soit dans des associations consacrées à tous les domaines de la solidarité et de la citoyenneté. Au terme de cette période obligatoire, il ou elle se verra proposer une période plus longue, facultative, de six mois à un an, qui lui permettra de réaliser son projet d'engagement civique, que ce soit dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des personnes âgées ou handicapées, ou encore ceux de la sécurité civile, de l'aide au développement du tiers-monde ou de la protection de l'environnement.

Parce qu'il doit être un véritable creuset de l'intégration et du brassage, ce temps du service civique, pris intégralement en charge par l'Etat, fera l'objet non seulement d'une compensation financière mais également d'une validation professionnelle. Il sera également proposé, facultativement, à tous les jeunes étrangers vivant sur notre territoire et qui souhaitent s'y intégrer.

Imaginons l'aide qu'auraient pu apporter tous ces jeunes aux personnes âgées isolées pendant la canicule, l'été dernier, la responsabilisation qu'elle aurait entraînée et le lien intergénérationnel qu'elle aurait permis de recréer. La solidarité ne doit plus être vécue par procuration mais s'exercer dans le réel. Les nouvelles générations - j'en suis convaincu - ont la même générosité et le même altruisme que les précédentes. Faisons-leur confiance, mais donnons-leur les moyens d'exprimer cette confiance. Ce qu'elles veulent, en effet, c'est être responsabilisées dans des causes qu'elles savent justes, nobles et utiles à la société. Cette proposition - certains ont ironisé à son sujet - est tout sauf passéiste. Nous n'avons pas la nostalgie des organisations de jeunesse qui quadrillaient l'espace social. Nous ne cherchons pas à ressusciter le service militaire, qui a été pour les appelés autant un vecteur d'intégration que le règne de l'ennui et du passe-droit. Nous voulons retrouver un ciment qui unisse la communauté nationale autour de ses valeurs fondatrices. Alors, je suis sûr que, peu à peu, avec tenacité, la République regagnera le terrain perdu.

J'entends déjà les critiques : « Vous ressuscitez les chantiers de jeunesse », « Les jeunes ne veulent pas d'une nouvelle obligation », « Le mouvement de l'histoire, c'est l'incitation, le mécénat, la libération des énergies individuelles, le desserrement des règles... » Ce sont les arguments qui vont m'être opposés. Sommes-nous si peu assurés de la force de nos principes que nous ne nous sentions plus en mesure de demander - et d'expliquer - à nos concitoyens un effort partagé équitablement ? Croyons-nous que l'Etat soit devenu si peu respecté qu'il ne peut plus transcender les individualismes ? Avons-nous donc abdiqué toute volonté de changer le cours des choses quand il contredit tout ce pour quoi nous sommes élus ?

La République est à mes yeux un progrès continu vers plus de droits et d'égalité, elle est aussi un projet collectif fondé sur des obligations communes, sur des droits et des devoirs. A se complaire dans le culte de l'individu, nous laissons la sphère privée commercialiser l'espace public, « marchandiser » l'esprit public, comme on dit aujourd'hui. A ne plus raisonner qu'en consommateurs, nous ouvrons la voie aux incivilités, au désengagement individuel. A réduire l'État aux acquêts, nous faisons le lit du communautarisme et du corporatisme. Chacun chez soi et Dieu pour tous, est-ce là notre communauté de destin ?

Eh bien non ! Avec mes amis du groupe socialiste, je ne m'y résigne pas. Je crois que la République française est une idée originale et universelle qui nous permet d'affronter tous les défis de la modernité. Je crois qu'elle est encore capable de faire progresser les droits et d'obtenir le consentement aux devoirs. Je crois qu'elle est toujours un vivre ensemble qui transcende les individualismes, concilie la responsabilité et l'ouverture aux autres et marie la liberté et la solidarité. Alors, bien sûr, le service civique ne suffira pas à retisser le lien social s'il n'existe pas une grande politique de solidarité et d'intégration qui combatte les ghettos, les discriminations et l'exclusion. Mais c'est un point de départ, un signe fort, un acte de refondation, une volonté de réappropriation de nos valeurs, de façon claire et assumée.

Mesdames, messieurs les députés, chers collègues, cette volonté n'est pas notre exclusive. Je la sais partagée sur bien des bancs de cette assemblée. C'est pourquoi je veux croire, au-delà des propos du ministre, que, dans ce combat-là, vous serez capables de dépasser les frontières partisans et de voter avec nous cette proposition de loi qui n'a qu'un seul but : retrouver la République.